

## Pour réussir le retour de la critique sociale

Par Emile Servais et Jean Blairon

### Assistons-nous à un retour de la critique ?

Avec la crise financière dont on nous rappelle chaque jour que l'ampleur est énorme, l'air du temps semble changer et il paraît à première vue plus favorable au retour de la critique sociale.

Il faut d'abord affirmer que cette critique était loin d'être absente ou qu'elle était muette. Citer des exemples de son exercice passé ne servirait qu'à faire injustice à ceux qui ne seraient pas mentionnés. Nous venons de montrer par exemple l'actualité du travail de l'équipe de Pierre Bourdieu dans *La misère du monde*. Un ouvrage récent de Luc Boltanski<sup>1</sup> revient quant à lui sur le texte *La production de l'idéologie dominante* publié dans les *Actes de la recherche en sciences sociales* en 1976 : son processus de production, son audace, ses anticipations, ses taches aveugles, sa réception, son héritage.

Ce travail passionnant montre que le problème principal de la critique sociale dans les trois décennies qui viennent de s'écouler était qu'elle était devenue **peu audible**, pour de multiples raisons internes à son champ (la reprise en main de l'université et des structures de diffusion des travaux de critique sociale) et externes à lui : la critique sociale ne pouvait plus s'adosser à une victoire (celle de la guerre et de l'Etat-Providence) et elle était depuis plus de 30 ans face

- à des situations d'échec (chômage, immigration, exclusion, etc.);
- à des pratiques de détournement par l'idéologie néolibérale ou le nouvel esprit

du capitalisme : détournement de la critique de 68 au profit de l'expertise et du management, promotion, au nom de l'aspiration à la liberté et à l'authenticité, de l'individu plutôt que du collectif;

- à de nouvelles exigences de forme, notamment imposées par le champ médiatique : simplicité, exigence d'appréhension immédiate (ce qui équivaut à l'obligation d'emploi des vulgates dominantes et à l'impossibilité d'utiliser un nouveau langage, sans lequel une nouvelle pensée est tout simplement impossible).

Dans ce contexte difficile, la réalité de l'échec des orientations et politiques progressistes se faisait acceptable, alors que la critique aurait dû le rendre inacceptable : c'est bien le sens du dernier ouvrage de L. Boltanski dont nous avons parlé, et qui appelle à rendre inacceptables les violences que la domination fait subir à la réalité.

Ainsi les acteurs sociaux, pour ne parler que d'eux, ont été sans cesse confrontés à l'obligation intériorisée de « sauver les meubles », dans le contexte d'équations déduites de la vulgate libérale que même la gauche ne contestait plus : la croissance = l'emploi et l'emploi = la sécurité sociale OR la croissance = l'entreprise néomanagée et néolibéralisée, donc sauver la sécurité sociale impose de la mettre en danger ou à tout le moins de la limiter...

On peut penser que l'échec est aujourd'hui du côté de ceux qui ont cherché à rendre la réalité acceptable, même si de multiples tentatives de colmatage sont déployées pour réduire, dans les représentations



sociales, cet échec à un accident de parcours ne mettant pas en cause de façon déterminante les dogmes dominants. La ligne suivie est ici de dire que ce sont certains excès qui sont à déplorer, mais que les orientations globales du modèle restent les seules pertinentes (et la gauche ne se démarque pas fondamentalement par rapport à cette ligne, malheureusement).

Face à cet échec qui devient plus ou moins perceptible (selon le succès des tentatives de colmatage), la critique sociale retrouve peut-être des occasions de se rendre davantage audible, mais il importe selon nous de se demander à quelles conditions ce renversement sera peut-être possible – ou en d'autres mots à quelles conditions la critique se rendra-t-elle capable de faire prendre en compte la **société réelle**, au service de laquelle l'économie doit se placer, plutôt que de se contenter d'admettre qu'il faut se préoccuper de l'économie réelle (comme si celle-ci pouvait continuer à se targuer d'incarner toutes les vertus).

## Quelques conditions pour réussir le retour de la critique sociale<sup>2</sup>

a) *Ne pas croire que les tentatives de détournement de fond<sup>3</sup> vont s'arrêter*

La « prise de conscience » affichée apparemment par toutes les élites de la planète et fortement relayée par les médias n'implique pas un véritable revirement que du contraire. La domination et le « retournement » des positions critiques vont simplement devenir plus subtils ou plus cachés, à mesure même qu'on affichera des volontés de « transparence » et de « démocratie ».

De la même façon que nous avons vu la « crise » financière s'étendre toujours plus loin alors même qu'on la prétendait jugulée à chaque étape, nous pouvons penser que les « vagues » de détournement **n'en sont qu'à leur début**. Ainsi l'invasion du secteur public par les logiques marchandes ne fait que commencer et on est loin d'avoir aperçu l'ampleur des transformations en cours. Par exemple, en Communauté française, le secteur public est désormais placé sous la tutelle néo-managériale d'un « CAF » (Cadre d'auto-évaluation des fonctions publiques) promue par l'Europe. Personne à notre connaissance ne semble faire le lien entre ce « cadre » et les « enseignements » de la crise, ce qui conduit à penser que le débat ne deviendra public que dans des années (s'il le devient un jour).

b) *Retrouver l'audace*

Nonobstant ce qui vient d'être dit, la critique sociale n'a que peu de chances d'opérer son retour si ses protagonistes ne s'autorisent pas à l'audace, en osant appeler à ce que soit redétourné ce qui a été détourné : les dynamiques collectives, le désintéressement qui prévaut tant dans les services publics que dans les associations<sup>4</sup>, les « droits culturels » à la liberté de création, la critique de l'inégalité face au capital culturel, la critique du détournement de celui-ci dans des pratiques de diffusion de « créations » faites par d'autres, etc.

Des pratiques audacieuses ne seront toutefois pas simples à mobiliser après trois décennies de résignation et de porte-à-faux systématiquement institués, qui nous ont tous peu à peu convaincus que critiquer c'était encore plus affaiblir ou menacer les orientations progressistes qui restaient possibles.



c) *Réussir la jonction des luttes culturelles et des luttes sociales*

Si les mouvements culturels des années soixante ont échoué, c'est bien dans la tentative d'articuler les luttes sociales (portées par les mouvements ouvriers et les syndicats) et les luttes culturelles (portées notamment par les étudiants et les travailleurs du champ culturel). Nous réaffirmons ici qu'il est indispensable de retrouver de part et d'autre une **clé de consistance**, qui permet de reconnaître systématiquement la dimension culturelle des luttes sociales et la dimension sociale des luttes culturelles. La domination dans l'entreprise emprunte ainsi des voies culturelles (néo-managériales) insuffisamment critiquées pendant que le champ culturel peine à renouveler les thèmes de la démocratisation et de la démocratie culturelles<sup>5</sup>.

Ce travail de jonction doit selon nous être opéré tant au niveau des orientations que des cadres politiques et de l'évaluation des pratiques effectives.

Il n'a de sens que s'il est concomitant d'une tentative de conjonction des acteurs eux-mêmes des luttes culturelles et sociales.

d) *Miser sur l'intermédiation*

La crise financière nous a montré l'importance de l'agent bancaire de proximité, qui aurait pu (dû) rester un agent de conseil plus qu'un agent soumis à des standards élevés de résultats programmés à partir de modèles mathématiques qui ont montré toutes les limites de leur pertinence virtuelle.

Il serait paradoxal que dans les rangs de la critique sociale on n'investisse pas mas-

sivement et majoritairement sur les fonctions d'intermédiation, capables de favoriser l'acquisition des éléments du capital culturel (connaissances, réflexivité, capacité d'innovation, confiance, etc.) qu'on devrait considérer comme indissociables.

Il faut cependant reconnaître que jusqu'ici on a prêté plus d'attention dans le champ culturel dans son ensemble aux questions de diffusion, en ce compris de diffusion des travaux de producteurs très alignés aux logiques dominantes.

e) *Revenir de façon pertinente à l'articulation du concret et de l'abstrait*

Un des défis les plus difficiles pour la critique sociale sera selon nous de pouvoir traduire en engagements concrets les orientations qu'elle pourra dégager (nous avons vu en effet que cette traduction posait des problèmes très difficiles par rapport aux politiques progressistes), mais aussi de dépasser « l'état des choses » en proposant des modèles théoriques qui ne sont pas enfermés dans le statu quo. Le travail conceptuel qui sera nécessaire est très important, comme les efforts pour le rendre accessible, dans un air du temps où l'opérationnalisme triomphe comme jamais auparavant.<sup>6</sup>

f) *Favoriser le retour de la raison*

La critique sociale a eu de plus en plus tendance à être polluée par le recours à l'émotion. On a systématiquement préféré mettre en avant des situations de souffrance auxquelles on pouvait communier sentimentalement que des pratiques d'analyse rationnelles (Jean-Pierre Le Goff remarque dans *La France morcelée* que ce fut la stratégie développée tant par Nicolas Sarkozy que par Ségolène Royal).



Dans un premier temps, on peut remarquer à ce sujet que nous nous trouvons face à une exploitation culturelle semblable à l'utilisation du corps féminin dans les stratégies de marketing : la souffrance exhibée fait vendre des politiques autant que le corps dénudé peut érotiser des marchandises.

Dans un second temps, il faut toutefois remarquer que la virtualisation des politiques conduit les responsables à être tellement coupés de la société réelle qu'ils n'ont plus qu'une idée très vague de la vie quotidienne des gens qui n'appartiennent pas à leur cercle confiné.

Il faudra donc trouver une voie étroite entre l'inacceptable dévoiement de la souffrance et l'abstraction de la vie réelle dans un cercle confiné.

On peut de fait penser qu'il s'agit d'une des missions prioritaires de la critique sociale, à l'instar de ce que réussit Pierre Bourdieu en publiant *La misère du monde*, puisque cet ouvrage de critique sociale tentait systématiquement de conjoindre des enquêtes sérieuses de terrain et des analyses qui montaient en généralité.

Même si ces missions, défis et enjeux peuvent paraître très lourds, nous pensons qu'il n'est pas impossible que la critique sociale réussisse à les affronter, en contribuant ainsi à changer réellement la société réelle.

## Notes

- <sup>1</sup> L. Boltanski, *rendre la réalité inacceptable*, Paris, Demopolis, 2008.
- <sup>2</sup> Ce texte est évidemment complémentaire de l'analyse précédente qui examinait comment on pouvait faire échouer des politiques progressistes ; ici on étudie comment la critique pourrait contribuer à les faire réussir.
- <sup>3</sup> Nous évoquons notamment par là les « retournements » des argumentaires critiques des années soixante par et au profit de l'idéologie capitaliste.
- <sup>4</sup> Mais n'apprenons-nous pas récemment que les fonctionnaires wallons vont être rémunérés au mérite et ne voyons-nous pas le secteur associatif se précipiter lui-même tête baissée dans des démarches « qualité » dont il ne semble pas mesurer ni l'origine (la logique néo-managériale) ni les effets potentiels sur la dynamique associative ?
- <sup>5</sup> Cfr notamment « Education populaire et résistance », dans ce même magazine.
- <sup>6</sup> Cfr « Nouvelles créatures et uniformisation », qui donne un exemple de ce défi dans le secteur de l'aide à la jeunesse.